

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE BRETAGNE

Ancien atelier mécanique et
friche industrielle sis 71 et 77, rue de
Pont-Aven à Quimperlé (29)

Etude historique et documentaire (EVAL1)

Rapport

Réf : CSSPLB161476 / RSSPLB5764-01

GDU / PL

07/10/2016






ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE BRETAGNE

Ancien atelier mécanique et friche industrielle sis 71 et 77, rue de Pont-Aven à Quimperlé
(29)

Etude historique et documentaire (EVAL1)

Pour cette étude, le chef du projet est Guilhem DUCHET.

Ce rapport a été rédigé avec la collaboration de :

Objet de l'indice	Date	Indice	Rédaction		Vérification		Validation/Supervision	
			Nom	Signature	Nom	Signature	Nom	Signature
Rapport	07/10/2016	01	G.DUCHET		P.PICARD		P.PICARD	
		02						
		03						
		04						

Numéro de contrat / de rapport :	Réf : CSSPLB161476 / RSSPLB5764-01
Numéro d'affaire :	A41529
Domaine technique :	SP01
Mots clé du thésaurus	ETUDE HISTORIQUE, DOCUMENTAIRE ET MEMORIELLE SITES ET SOLS POLLUES STATION-SERVICE

BURGEAP Loire-Bretagne • Antenne de Quimper
Bâtiment C • 1, avenue du Braden • 29000 Quimper
Tél : 02.98.76.70.41 • Fax : 02.98.76.70.42
quimper@burgeap.fr

SOMMAIRE

Synthèse non technique	5
1. Introduction	6
1.1 Objet de l'étude.....	6
1.2 Méthodologie générale et réglementation en vigueur.....	6
1.3 Documents consultés	7
2. Visite de site (A100)	8
2.1 Localisation et environnement du site.....	8
2.2 Description du site et des activités exercées.....	8
3. Contexte environnemental et étude de vulnérabilité des milieux (A120).....	10
3.1 Contexte hydrologique	10
3.2 Contexte géologique.....	10
3.3 Contexte hydrogéologique.....	10
3.4 Utilisation de la ressource en eau dans le secteur d'étude.....	11
3.4.1 Alimentation en eau potable.....	11
3.4.2 Autres usages des eaux souterraines à proximité du site	12
3.5 Zones naturelles remarquables	13
3.6 Risque d'inondation	13
3.7 Recensement des sites potentiellement pollués autour du site	13
3.8 Conclusion sur la vulnérabilité des milieux	16
4. Etude historique, documentaire et mémorielle (A110)	17
4.1 Evolution générale du site - Etude des photographies aériennes	17
4.2 Historique des installations classées pour la protection de l'environnement	18
4.3 Historique des activités exploitées sur le site	19
4.4 Identification des activités potentiellement polluantes	21
5. Schéma conceptuel	22
6. Recommandations de diagnostic de pollution.....	24
7. Conclusion - Synthèse technique	26
8. Limites d'utilisation d'une étude de pollution.....	27

FIGURES

Figure 1 : Localisation du site

Figure 2 : Description des environs du site

Figure 3 : Description du site

Figure 4 : Contexte géologique

Figure 5 : Localisation des points d'eau recensés à proximité du site

Figure 6 : Localisation des activités BASIAS et BASOL à proximité du site

TABLEAUX

Tableau 1 : Ressources documentaires consultées.....	7
Tableau 2 : Description de l'occupation actuelle du site	9
Tableau 3 : Caractéristiques des captages d'eau dans un rayon de 2 km autour du site	12
Tableau 4 : Zones naturelles remarquables.....	13
Tableau 5 : Caractéristiques des sites BASIAS dans un rayon de 500 m autour du site étudié	14
Tableau 6 : Synthèse de la consultation des photographies aériennes.....	17
Tableau 7 : Activités classées au titre des ICPE exploitées sur le site.....	18
Tableau 8 : Activités et installations potentiellement polluantes identifiées	21
Tableau 9 : Schéma conceptuel des usages futurs	23
Tableau 10 : Programme recommandé d'investigations de diagnostic de pollution	25

ANNEXES

Annexe 1. Reportage photographique

Annexe 2. Localisation des zones naturelles remarquables

Annexe 3. Photographies aériennes

Annexe 4. Récépissé de déclaration d'activité pour les établissements LE BORGNE-PARVIS
MATERIAUX

Annexe 5. Glossaire

Synthèse non technique

Dans le cadre du projet de réaménagement d'un ancien garage mécanique et d'une friche industrielle sis 71 et 77, rue de Pont-Aven à Quimperlé (29), l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE BRETAGNE (EPFB) souhaite évaluer les risques liés à la pollution des terrains.

Le site présente une superficie d'environ 8 400 m² (parcelles AX 69, 77 à 81, 323, 376, 490 et 491) et comporte actuellement des locaux et entrepôts non occupés, ainsi que des appartements à l'étage. Par le passé, il présentait un ancien atelier mécanique associé à une station-service le long de la rue de Pont-Aven, ainsi qu'une activité de négoce de matériaux du BTP.

Associée à l'EPFB, la commune de Quimperlé projette le réaménagement du site, notamment pour de l'habitat collectif (éventuel projet de sous-sol). Néanmoins, aucun projet définitif n'est actuellement retenu.

Concernant les activités recensées sur le site et les risques potentiels de pollution des sols

A partir des années 1940-50s, les parcelles AX490 et 491 présentent **un atelier mécanique associé à une station-service** (exploitant LE MEUR ; enseigne RENAULT), avec notamment : 2 cuves enterrées de carburants, une aire de lavage et des fosses à vidange.

Le rez-de-chaussée de ces parcelles est la propriété de M. THOMAS depuis 2002 pour des activités commerciales et/ou de stationnement (**anciennes cuves et canalisations non démantelées**), ainsi que du logement à l'étage.

Par ailleurs (parcelles AX69, 78 à 81), **une activité de négoce de matériaux du bâtiment** est exercée depuis les années 1960s, avec des entrepôts, des espaces en enrobé pour le stockage de matériaux, un hall d'accueil et d'exposition et des bureaux (établissements LE BORGNE-PARVIS MATERIAUX, puis enseignes POINT P et RESEAU PRO).

Une ancienne voie ferrée de service en bordure est, a également permis de desservir le site (installation non démantelée). Actuellement, ces parcelles se présentent inoccupées et clôturées (absence de matériels/matériaux stockés).

Notons que plusieurs activités soumises à déclaration selon la législation sur les Installations Classées, ont été exploitées au droit du site et correspondent principalement au stockage d'hydrocarbures avec **l'ancienne station-service LE MEUR** (en parcelle AX490 ; installation non démantelée) et **le dépôt de fioul par le négoce de matériaux du BTP** (en parcelles AX78, 80 et/ou 81 ; non localisé et a priori démantelé). Ces activités sont désormais arrêtées (notifications de cessation d'activité non retrouvées).

Concernant les recommandations de diagnostic de pollution

Au regard des incertitudes sur la qualité environnementale des sols au droit de certaines activités potentiellement polluantes, un diagnostic de pollution est préconisé (voir le programme détaillé dans le paragraphe 6 du rapport). Le montant de ce diagnostic de pollution est estimé à :

- pour l'ancien atelier mécanique et station-service (parcelles AX490 et 491) : **environs 8 000 € HT**
 - pour l'ancien négoce de matériaux du BTP (parcelles AX78, 80 et 81) : **environs 5 000 € HT**
- soit un total de 13 000 € HT environs** (délais de réalisation de 2-3 mois).

1. Introduction

1.1 Objet de l'étude

Dans le cadre du projet de réaménagement d'un ancien garage mécanique et d'une friche industrielle sis 71 et 77, rue de Pont-Aven à Quimperlé (29), l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE BRETAGNE (EPFB) souhaite évaluer les risques liés à la pollution des terrains.

Le site présente une superficie d'environ 8 400 m² (parcelles AX 69, 77 à 81, 323, 376, 490 et 491) et comporte actuellement des locaux et entrepôts non occupés, ainsi que quelques logements à l'étage. Par le passé, il présentait un ancien atelier mécanique associé à une station de carburants le long de la rue de Pont-Aven, ainsi qu'une activité de négoce de matériaux du BTP.

Associée à l'EPFB, la commune de Quimperlé projette le réaménagement du site, notamment pour de l'habitat collectif (éventuel projet de sous-sol). Néanmoins, aucun projet définitif n'est actuellement retenu.

En tant que potentiel acquéreur et partie prenante au projet d'aménagement, l'EPFB souhaite vérifier l'état de pollution du site, dans l'objectif d'estimer le potentiel économique des terrains.

Dans ce contexte, l'EPFB a mandaté BURGEAP pour la réalisation d'une étude historique et documentaire, afin d'évaluer les risques potentiels de pollution du terrain.

1.2 Méthodologie générale et réglementation en vigueur

La méthodologie retenue par BURGEAP pour la réalisation de cette étude prend en compte les textes et outils de la politique nationale de gestion des sites et sols pollués en France de février 2007 et les exigences de la **norme AFNOR NF X 31-620 « Qualité du sol – Prestations de services relatives aux sites et sols pollués »** révisée en juin 2011, pour le domaine A : « Etudes, assistance et contrôle ».

Nous nous plaçons dans une prestation de type **EVAL phase 1**, dont les objectifs sont de répondre aux questions suivantes :

- Faut-il prendre des mesures d'urgence ? si oui, lesquelles ?
- Quelles sont les sources de pollution possibles, les milieux pouvant être impactés, les enjeux à protéger ? (**premier schéma conceptuel**)
- Où et à quelle profondeur sonder, quels polluants rechercher ?

Cette prestation globale inclut les prestations élémentaires suivantes :

- **A100** : Visite du site ;
- **A110** : Etudes historiques, documentaires et mémorielles ;
- **A120** : Etude de vulnérabilité des milieux.

L'étude est réalisée sur la base des connaissances techniques et scientifiques disponibles à la date de sa réalisation.

1.3 Documents consultés

Les documents utilisés pour la réalisation de cette étude sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 1 : Ressources documentaires consultées

Organisme consulté	Type de consultation	Nature des données/références
Préfecture du Finistère - Service des Installations Classées	Sollicitations par courriel - <u>Sollicitation restée sans réponse</u>	Eventuels arrêtés préfectoraux et récépissés de déclaration - Historique de l'occupation du site
DREAL Bretagne - Service des Installations Classées	Sollicitations par courriel (Mme Annick LE BOULCH - Inspecteur IC)	Eventuels arrêtés préfectoraux et récépissés de déclaration - Historique de l'occupation du site
Archives départementales du Finistère	Consultation des archives contemporaines (après 1940) <u>non possible avant la mi-octobre 2016</u>	Eventuels arrêtés préfectoraux et récépissés de déclaration - Historique de l'occupation du site (plans etc.)
IGN	Carte et internet	Topographie et photographies aériennes
BRGM / Infoterre	Carte et internet	Géologie et captages
MEDDE / BASOL (Sites pollués)	Internet	Localisation et situation des sites potentiellement pollués
MEDDE / BASIAS (Sites industriels et activités de service)	Internet	Localisation, activités et situation des sites industriels et activités de service
MEDDE / CARMEN (base de données)	Internet	Zones naturelles remarquables
Mairie de QUIMPERLE	Internet	Plan Local d'Urbanisme (PLU)

2. Visite de site (A100)

2.1 Localisation et environnement du site

- Adresse du site : Ancien atelier mécanique et friche industrielle sis 71 et 77, rue de Pont-Aven à Quimperlé (29).
- Situation géographique : en partie ouest de l'agglomération de Quimperlé, immédiatement à l'ouest des voies ferrées et de la gare ferroviaire (**figure 1**).
- Parcelles cadastrales : n°69, 77 à 81, 323, 376, 490 et 491 de section AX.
- Superficie totale : 8 428 m²
- Altitude moyenne / Topographie : entre +35 m et +40 m NGF (Nivellement Général de la France) / Situation topographique globalement plane avec une légère pente orientée vers le nord-est. Notons une différence de niveau et un mur de soutènement entre les parcelles AX490 et 491 (partie basse au nord du site) et le reste du site (partie haute).

Le site est actuellement la propriété de la SNCF (parcelles AX77 à 81, 323 et 376), de la SCI LE BORGNE-PARVIS (parcelle AX69) et du particulier M. THOMAS (parcelles AX490 et 491).

Actuellement, les immeubles et extérieurs sont inoccupés en parcelles AX69, 77 à 81, 323 et 376 qui se présentent clôturés. Par ailleurs (parcelles AX490 et 491), le site comporte un débarras au rez-de-chaussée et quelques logements aux étages.

Le site est bordé par (**figure 2**) :

- au nord : de l'habitat individuel et collectif longeant la rue de Pont-Aven et associés à des commerces (boulangerie, pharmacie, pièces automobiles, etc.) ;
- à l'est : des voies ferrées séparant le site d'une plateforme logistique en friche, puis de l'habitat individuel et collectif dense associé à des commerces ;
- au sud : la rue Saint-Yves longée d'habitations individuelles, puis le centre hospitalier de Quimperlé ;
- à l'ouest : des habitats collectifs longeant les rue Blaise Pascal et de Pont-Aven, et associés à des commerces (coiffeur, agence immobilière, etc.) et un atelier mécanique (enseigne RENAULT).

2.2 Description du site et des activités exercées

Date de visite : 29/06/2016.

Participants : deux intervenants de BURGEAP, accompagnés de M. THOMAS (propriétaire des parcelles AX490 et 491), de Mme LEDUC (NEXITY et représentante de la SNCF) et de M. BOUDERDARA (représentant de la SCI LE BORGNE-PARVIS), ainsi que de l'opérateur foncier et de la chargée d'études de l'EPFB (M. Grégoire HUVER et Mme Elise LACOSTE).

Le reportage photographique de la visite de site est présenté en **Annexe 1**. Les informations recueillies (notamment les éventuels constats de souillures, de dépôts de déchets, etc.) sont rapportées dans le tableau suivant et synthétisées sur la **figure 3**.

Tableau 2 : Description de l'occupation actuelle du site

Parcelle	Propriétaire	Occupation du site	Observations
AX490	M. THOMAS (RdC) et Mme LE MEUR (N+1)	Débarras en RdC (ancien atelier mécanique) et logements à l'étage (chauffage au gaz)	Présence de 2 cuves enterrées à carburants, d'un fût métallique d'hydrocarbures (60 litres), d'une ancienne aire de lavage et d'établis avec des souillures sur les dallages (aspect huileux)
AX491		Stationnement de véhicules (ancien atelier mécanique)	Non visité (locataire en place)
AX69	SCI LE BORGNE-PARVIS	Ancien hall d'exposition actuellement inoccupé (bâtiment de plain-pied) et extérieurs en enrobé	Ancienne pompe à chaleur au gaz Dépôt ou souillure non relevé
AX77	SNCF	Friche végétalisée	Dépôt ou souillure non relevé
AX78		Entrepôt inoccupé	Dépôt ou souillure non relevé
AX79		Bureaux de plain-pied et inoccupés	Chauffage électrique. Dépôt ou souillure non relevé
AX80		Extérieurs en enrobé et inoccupés Présence d'une ancienne voie ferrée en bordure est du site	Dépôt de matériaux/matériel non relevé. Souillures localement relevées sur l'enrobé , entre l'ancienne voie ferrée en bordure est et l'entrepôt de la parcelle AX78
AX81		Entrepôt inoccupé	Dépôt ou souillure non relevé
AX323 et 376		Talus empierrés et en friche	-

Le site se compose principalement de :

- en partie nord (parcelles AX490 et 491 en partie non visité) : un ancien atelier mécanique associé à une station de distribution de carburants (ancien garage RENAULT). Notons la présence de 2 cuves enterrées de 10 et 16 m³ (cuves compartimentées et comportant actuellement de l'eau) ;
- au centre du site (parcelles AX69, 77 à 81) : des bâtiments (hall, bureaux et entrepôts) et des espaces extérieurs inoccupés (ancien commerce de matériaux du BTP ; enseignes POINT P et RESEAU PRO) ;
- par ailleurs (parcelles AX323 et 376) : des talus empierrés et en friche.

En outre, les eaux de ruissellement sont collectées et orientées dans le réseau communal d'eaux pluviales au niveau de la rue de Pont-Aven, pour être finalement rejetées dans *le ruisseau du Dourdu* à environ 200 m à l'est. Notons qu'aucun séparateur d'hydrocarbures n'a été relevé au droit de l'ancien atelier mécanique (parcelle AX490) ou de l'ancien commerce de matériaux du BTP (parcelles AX69, 77 à 81).

3. Contexte environnemental et étude de vulnérabilité des milieux (A120)

3.1 Contexte hydrologique

Le site étudié est localisé à environ 200 m du *ruisseau du Dourdu* qui s'écoule globalement du nord-ouest vers le sud-est, pour se jeter dans *la rivière de l'Ellé*, à 1 km au sud-est du site.

Au niveau de l'agglomération de Quimperlé, *le ruisseau du Dourdu* présente des berges maçonnées et constitue l'exutoire principal des eaux de ruissellement sur le secteur. En aval, les eaux de *la rivière de l'Ellé* qui devient *le fleuve côtier de la Laïta*, présentent des usages de pêche (qualité salmonicole reconnue) et nautiques (kayak, etc.).

3.2 Contexte géologique

D'après la carte géologique n°383 de Lorient au 1/50 000 et les données archivées sur le serveur de la banque de données Infoterre (BRGM), les formations géologiques susceptibles d'être rencontrées sous d'éventuels remblais sont, de la surface vers la profondeur (voir **figure 4**) :

- une altérite limoneuse de quelques décimètres d'épaisseur ;
- la formation métamorphique de gneiss granitoïdes hétérogène (à résidus orthogneissiques) présentant un aspect grossier et une teinte ocre à rosâtre.

D'un point de vu structural, le secteur ne présente pas de faille ou fracture recensée par le BRGM. Il s'inscrit néanmoins dans la zone dite broyée sud armoricaine, avec des décrochements localisés et à échelle régionale.

3.3 Contexte hydrogéologique

D'après la notice géologique (BRGM, 1972-73), les réserves aquifères rencontrées dans les formations métamorphiques (gneiss) sont essentiellement développées dans les altérites superficielles, d'épaisseur généralement faible, et le socle fissuré. Les altérites donnent naissance à de nombreuses sources, de faible débit et correspondant aux nappes captées par les ouvrages traditionnels (puits fermiers et anciens captages communaux).

Les niveaux inférieurs sont constitués par le socle fissuré. Ce milieu affleurant ou non correspond à la roche saine où les circulations d'eau dépendent des réseaux plus ou moins denses de fissures ou de fractures, ou le long de filons.

3.4 Utilisation de la ressource en eau dans le secteur d'étude

Rappelons que les cours d'eau et les nappes d'eau souterraine sont des voies de transport possibles des polluants. Les captages d'eau, et plus particulièrement les captages pour l'alimentation en eau potable (AEP), sont donc des enjeux à protéger d'une potentielle pollution en provenance des sols et/ou du sous-sol.

3.4.1 Alimentation en eau potable

L'alimentation en eau potable (AEP) de la ville de Quimperlé est gérée par le Syndicat Mixte de Production d'Eau (SMPE) représentant 7 communes locales. Deux captages du SMPE sont localisés sur la commune de Quimperlé et Mellac, avec :

- le captage d'eaux superficielles du Moulin des Goreds à Quimperlé, sur *la rivière de l'Ellé* ;
- le captage d'eaux superficielles de Kermagorret à Mellac, sur *la rivière de l'Isole*, affluent du *cours d'eau de l'Ellé*.

Le captage le plus proche, correspondant au captage du Moulin des Goreds sur *le cours d'eau de l'Ellé*, est localisé à 1 km, en amont hydraulique, par rapport au site. De la même manière, le captage d'eaux superficielles de Kermagorret à Mellac sur *la rivière de l'Isole*, est positionné en amont hydraulique par rapport au site, à plus de 1 km.

Les périmètres et mesures de protection de l'ensemble de ces captages AEP, ne concernent pas le site étudié.

3.4.2 Autres usages des eaux souterraines à proximité du site

Les captages les plus proches recensés sont listés dans le suivant et localisés sur la **Figure 5**.

Tableau 3 : Caractéristiques des captages d'eau dans un rayon de 2 km autour du site

N° sur Figure 5	Référence du BRGM	Type de captage ¹ / Usage recensé	Prof. (m)	Nappe supposée captée	Distance par rapport au site (m)	Position topographique par rapport au site
1	03831X0085/F	Géothermie	89	Nappe du socle	300	Rive opposée
2	03485X0015/P 03831X0032/P	-	-	Nappe superficielle	410	
3	03831X0009/F	-	27	Nappe du socle	420	Amont
4	03831X0046/F1	Géothermie	100		650	Latéral-amont
5	03831X0007 à 11/F	-	52 à 101		670	
6	03831X0147/F	Géothermie	80		800	Amont
7	03831X0058/F	-	-	-	920	Latéral-amont
8	03831X0012/F	-	22	Nappe superficielle	950	Latéral-aval
9	03485X0025/F	AEA	25	Nappe du socle	1200	Rive opposée
10	03831X0088/F	Domestique (sans usage alimentaire)	70		1460	
11	03485X0012/F	-	25		1610	
12	03831X0083/F	Géothermie	30		1660	Aval éloigné
13	03831X0048/F	Domestique	35		1700	Rive opposée
14	03485X0027/F	Géothermie	100		1710	
15	03831X0137/F	Géothermie	70		1790	
16	03831X0052/F1	Domestique (sans usage alimentaire)	40		1800	
17	03831X0044/F1	Domestique	40		1880	
18	03485X0076/F	Géothermie	65		1950	

Notons le recensement d'ouvrages destinés à un usage potentiellement sensible à environ 400 et 600 m (usages non renseignés avec les ouvrages n°2, 3 et 5). Compte tenu de leur position en amont ou en rive opposée par rapport au site, ces forages sont considérés peu vulnérables à une éventuelle pollution issue de celui-ci.

En outre, la visite des environs du site n'a pas permis de mettre en évidence la présence de puits privés à proximité du site.

¹ AEP = captage d'alimentation en eau potable ; AEI = captage d'alimentation en eau industrielle ; AEA = captage d'alimentation en eau agricole

3.5 Zones naturelles remarquables

Les zones naturelles remarquables les plus proches du site (à moins de 2 km) sont listées dans le tableau suivant et localisées en **Annexe 2**.

Tableau 4 : Zones naturelles remarquables

Référence / Nom de la zone naturelle	Distance / Position topographique par rapport au site étudié
<u>Protections réglementaires</u>	
<u>Arrêtés de protection de biotope</u>	
FR3800758 / Combles et clocher de Notre-Dame de l'Assomption	490 m / Rive opposée par rapport au site
FR3800759 / Galerie souterraine de Bel-Air	630 m / Rive opposée par rapport au site
<u>NATURA 2000</u>	
<u>Directive « habitat, faune, flore »</u>	
FR5300006 / Rivière Ellé	550 m / Aval par rapport au site
<u>Inventaires</u>	
<u>ZNIEFF de type 2</u>	
06210000 / Bassin-versant de l'Ellé	470 m / Amont par rapport au site (bassin-versant distinct)

Le site étudié ne semble pas inclus dans une zone naturelle remarquable. Néanmoins, il présente une zone NATURA 2000 en aval hydraulique, à moins de 600 m, et qui concerne la rivière de l'Ellé.

Notons que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Quimperlé classe l'ensemble du site étudié, en secteur à urbaniser à vocation dominante d'habitat et soumis aux Orientations d'Aménagement et de Programmation OAP (« zone 1AUa »). En outre, le site étudié ne serait pas intégré en zone d'archéologie préventive.

Compte tenu de sa proximité immédiate et de sa position en aval hydraulique par rapport au site étudié, l'espace naturel NATURA 2000 de la rivière de l'Ellé est considéré vulnérable vis-à-vis d'éventuelles pollutions en provenance du secteur étudié.

3.6 Risque d'inondation

La commune de Quimperlé est concernée par un Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation, essentiellement le long de la rivière de l'Ellé (arrêté préfectoral n°2004-1657 du 17/12/2004). Toutefois, le site étudié n'est pas inclus dans le périmètre de ce plan de prévention.

3.7 Recensement des sites potentiellement pollués autour du site

L'état environnemental de la zone d'étude est évalué via les bases de données BASIAS (inventaire des anciens sites industriels et activités de service) et BASOL (recensement des sites potentiellement pollués appelant à une action des pouvoirs publics).

La base de données **BASIAS** recense plusieurs sites localisés dans un rayon de 500 m autour du site étudié et listés dans le tableau page suivante. Ces sites sont localisés sur la **Figure 6**.

Tableau 5 : Caractéristiques des sites BASIAS dans un rayon de 500 m autour du site étudié

Référence BASIAS	Etablissement	Activité	Etat de l'activité	Distance par rapport au site (m)	Position par rapport au site
BRE2901428	M. Goulven, "Bières et charbons"	Dépôt de liquides inflammables (DLI)	Activités terminées	0	Au droit du site (parcelle n°79)
BRE2900415	Le Meur Félix, garage RENAULT, ateliers St Yves, station-service	Garages, ateliers, mécanique et soudure, Station-service de toute capacité de stockage			Au droit du site (parcelles n°490 et 491)
BRE2903698	Pinault / Le Borgne-Parvis, dépôt d'acétylène	Dépôt de liquides inflammables (DLI)			Au droit du site (parcelle n°69)
BRE2902238	Ollivier Paul, "Bières et charbons"	Dépôt de liquides inflammables (DLI)	Activité terminée	85	Amont
BRE2900320	Even, fonderie	Fonderie de fonte	Activité terminée	115	Amont
BRE2902831	FINA France, Le Fort Rolland : gérant de station-service	Station-service de toute capacité de stockage	En activité	184	Aval
BRE2902965	Quimperlé Distribution Sté : atelier de nettoyage à sec / La Rurale Sud Finistère : séchoir à grains et magasin d'engrais	Coopérative agricole, entrepôt de produits agricoles stockage de phytosanitaires, pesticides, Blanchisserie (blanchissement et traitement des pailles, fibres textiles), DLI	Activité terminée	192	Aval
BRE2902946	Le Pennec Louis / ESSO Station-service / Tanneries, séchoirs	Apprêt et tannage des cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues), Dépôt de liquides inflammables (DLI)	Activité terminée	218	Latéral-amont
BRE2900327	Lavaux Robert, station-service	Station-service de toute capacité de stockage	Activité terminée	262	Aval
BRE2902829	La Rurale Sud-Finistère, coopérative agricole, station-service	Station-service de toute capacité de stockage	Activité terminée	309	Aval
BRE2900323	Even Yves, station-service	Station-service de toute capacité de stockage	Activité terminée	378	Rive opposée
BRE2901613	Le Goc Christophe, atelier de réparation de machine agricole	Fabrication et réparation de machines agricoles et forestières	Activité terminée	397	
BRE2903274	SCA de Coat Ker, conserverie	Apprêt et tannage des cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues), Dépôt de liquides inflammables (DLI)	Activité terminée	400	Latéral-amont
BRE2902830	Rio A fils/Genot Auguste, Station-service	Station-service de toute capacité de stockage	Activité terminée	425	Rive opposée
BRE2902155	Guillou Joseph, pressing avec atelier de nettoyage à sec	Blanchisserie-teinturerie	Activité terminée	458	
BRE2900326	Lapous Kerisit, hôtel du commerce, station-service	Station-service de toute capacité de stockage	Activité terminée	461	
BRE2902826	Service Vicinal / Ponts et Chaussées	Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte	Activité terminée	470	
BRE2903019	Le Grand Joseph, fabrique de meubles et vernissage	Imprégnation du bois ou application de peintures et vernis	En activité	471	
BRE2902832	Atlantic Fioul/ Combustibles de Cornouaille /Pocher Marcel	Dépôt de liquides inflammables (DLI)	En activité	477	
BRE2900544	Yhuel Louis, garage, station-service	Garages, atelier mécanique et soudure, station-service de toute capacité de stockage	Activité terminée	484	
BRE2900340	Mahé François, garage, station-service	Garages, atelier mécanique et soudure, station-service de toute capacité de stockage	Activité terminée	489	

Le site étudié présente 3 activités recensées dans la base de données BASIAS, avec : un ancien atelier mécanique associé à une station-service (enseigne RENAULT ; BRE2900415), un ancien dépôt de fioul (BRE2901428) et un ancien dépôt d'acétylène (BRE2903698). Les informations détaillées des fiches BASIAS sont exploitées dans le paragraphe relatif à l'étude historique du site étudié.

Deux autres sites recensés BASIAS se trouvent en amont du site d'étude dans un rayon de 500 m. Les activités pratiquées sur ces sites (stockage de carburants et fonderie) sont susceptibles d'avoir influencé la qualité des eaux souterraines au droit du site (transport par la nappe). Les polluants potentiels associés aux activités pratiquées sur ces sites sont les hydrocarbures et les métaux.

En outre, la base de données **BASOL** recense un site sur la commune de Quimperlé, à 100 m à l'ouest et en amont par rapport au site étudié (voir **Figure 6**). Il s'agit d'une ancienne conserverie de légumes (site BASOL référencé 29.0020) avec, une pollution avérée en hydrocarbures dans les sols et la nappe souterraine au droit de l'ancien atelier mécanique et l'ancienne station de carburants de la conserverie, ainsi que dans les eaux superficielles d'un ruisseau traversant le site et en aval (localisation précise du ruisseau non renseignée).

Des travaux de réhabilitation des sols et de la nappe souterraine ont été menés au droit de l'ancienne conserverie, entre 1999 et 2007, notamment avec le pompage des eaux souterraines, leur prétraitement (passage en séparateur d'hydrocarbures) et leur rejet dans le réseau collectif d'eaux pluviales. Ce dispositif a fait l'objet d'un arrêté préfectoral (AP du 28/07/2005) qui prévoyait également un plan de surveillance de la qualité des eaux.

En 2007, la qualité environnementale de la nappe semble s'être améliorée avec l'arrêt du dispositif de traitement des eaux et un plan de surveillance semestriel (AP du 15/11/2007).

En mars 2011, aucun impact en hydrocarbures n'a été relevé dans les eaux.

Soulignons toutefois, que la source de pollution en hydrocarbures dans les sols ne semble pas avoir été localisée de manière exhaustive, des doutes sur la qualité environnementale des remblais en-deçà de l'actuel bâtiment et en partie constitués des gravats de l'ancienne conserverie, étant rapportés dans la fiche BASOL.

Néanmoins, la fiche BASOL renseigne également sur le recouvrement pérenne des sols (enrobé et dallage bétonné) et l'usage peu sensible du site (atelier mécanique RENAULT).

Les activités pratiquées et la pollution en hydrocarbures relevée sur cette ancienne conserverie, sont susceptibles d'avoir influencé la qualité des eaux souterraines au droit du site étudié (transport par la nappe). Les polluants potentiels sont les hydrocarbures.

3.8 Conclusion sur la vulnérabilité des milieux

► Eaux superficielles

Compte tenu de leur proximité (à environ 200 m à l'est du site) et de l'urbanisation dense du secteur favorisant le ruissellement, **les eaux des cours d'eau du Dourdu et de l'Ellé** sont considérées **vulnérables** à une éventuelle pollution en provenance du secteur étudié. Elles sont également considérées **sensibles**, du fait d'activités halieutiques (cours d'eau de qualité salmonicole reconnue) et nautiques (kayac, etc.) sur *la rivière de l'Ellé*.

► Eaux souterraines

Rappelons qu'aucun captage d'eau destinée à la consommation humaine n'est répertorié à moins de 1 km du site. En outre, les périmètres et mesures de protection des captages pour l'AEP (captage d'eaux superficielles du Moulin des Goreds et de Kermagorret), ne concernent pas le site étudié.

Du fait de sa proximité avec la surface, **la nappe superficielle** (au niveau de l'altérite superficielle d'épaisseur généralement faible) est considérée **vulnérable** vis-à-vis d'éventuelles pollutions en provenance du secteur étudié. Elle est toutefois considérée **peu sensible** (usage de cette nappe non recensé ou identifié lors de notre visite du site).

La nappe de socle est considérée vulnérable (du fait de la nature perméable de l'altérite), mais **peu sensible** (du fait de la position des ouvrages recensés, en amont ou sans lien hydraulique par rapport au site) vis-à-vis d'éventuelles pollutions en provenance du secteur étudié.

► Zones naturelles remarquables et environnement proche du site

Rappelons que le site étudié ne semble pas inclus dans une zone naturelle remarquable. Néanmoins, il présente une zone NATURA 2000 en aval hydraulique, à moins de 600 m, et qui concerne *la rivière de l'Ellé*.

Compte tenu de sa proximité et de sa position en aval hydraulique par rapport au site étudié, **l'espace naturel NATURA 2000 de la rivière de l'Ellé est considéré vulnérable** vis-à-vis d'éventuelles pollutions en provenance du secteur étudié.

► Sites (potentiellement) pollués

Les données recueillies montrent que la qualité des sols / des eaux au droit du site étudié pourrait être dégradée, du fait de 1 site BASOL (pollutions avérées en hydrocarbures dans les sols et la nappe souterraine) et de 2 sites BASIAS identifiés dans son environnement proche. Les activités exploitées sur ces sites (stockage de carburants et fonderie), ont pu émettre dans l'environnement principalement des hydrocarbures et des métaux.

Rappelons que le site étudié est lui-même répertorié dans BASIAS, avec un ancien atelier mécanique associé à une station-service, un ancien dépôt de fioul et un ancien dépôt d'acétylène.

4. Etude historique, documentaire et mémorielle (A110)

4.1 Evolution générale du site - Etude des photographies aériennes

Le tableau suivant synthétise les données issues de l'examen des photographies aériennes (IGN). Les principales photographies aériennes sont fournies en **Annexe 3**.

Tableau 6 : Synthèse de la consultation des photographies aériennes

Année	Site étudié
1932	<u>Sur l'ensemble du site</u> : aucune activité n'est identifiable, une circulation (voire des tas de matériaux) étant néanmoins visible au travers le site.
1948-1953	<u>En parcelle n°490</u> : apparition d'un hangar correspondant à celui actuel. <u>En parcelle n°491</u> : un mur de soutènement en limite sud de la parcelle permet l'usage de jardins potagers au niveau de la rue de Pont Aven (absence de construction). <u>En parcelle n°77</u> : usage probable de jardins potagers (absence de construction). <u>Par ailleurs</u> : apparition de 2 bâtiments (avec cheminées) et d'une remise (usage non connu), ainsi que des structures apparemment raz-de-sol correspondant probablement à des fondations de structures temporaires (baraquements). Notons également en bordure est du site, le dépôt de matériels/matériaux associés à l'activité ferroviaire (traverses de chemin de fer, etc.).
1958	<u>En parcelle n°491</u> : apparition d'un hangar. <u>Par ailleurs</u> , usage et aménagement probablement inchangés (faible qualité du cliché).
1966	<u>En parcelles n°490 et 491</u> : configuration inchangée avec des hangars. <u>En parcelle n°81</u> : chantier de construction de l'actuel entrepôt. <u>En parcelles n°78 et 80</u> : apparition d'un entrepôt longitudinale au centre, de stockage de matériaux en tas, ainsi qu'en silos à l'extrémité sud-est. Notons que cette partie du site est desservie par une voie ferrée en bordure est. <u>Par ailleurs</u> , les 2 anciens bâtiments (avec cheminées) ont été déconstruits et présence d'une friche.
1970-1976-1978	<u>En parcelles n°490 et 491</u> : configuration inchangée avec des hangars. <u>En parcelle n°81</u> : extension de la partie sud de l'entrepôt sur la parcelle n°80 voisine. <u>En parcelle n°78</u> : apparition d'un entrepôt correspondant à celui actuel. <u>En parcelle n°79</u> : apparition d'un bâtiment correspondant aux actuels bureaux. <u>Par ailleurs</u> , nombreux stockages en tas ou ordonnés laissant présager d'une activité de négoce de matériaux.
1982	<u>En parcelle n°69</u> : apparition du bâtiment correspondant à celui actuel de hall d'exposition. <u>Par ailleurs</u> , configuration inchangée.
1984-1986-1990-1992-1993-2000	Configuration apparemment inchangée du site avec, des hangars en parcelles n°490 et 491, des entrepôts en parcelles n°78 et 81, des bâtiments (bureaux et hall d'exposition) en parcelles n°69 et 79, ainsi que le stockage de matériels/matériaux en extérieur (dont 2 silos à l'extrémité sud-est) et une voie ferrée en bordure est.
2004	Disparition des 2 silos.
2014	Configuration apparemment inchangée du site.

Durant les années 1940-50s, les parcelles n°490 et 491 ayant présenté des potagers en contrebas de la partie sud du site (présence d'un mur de soutènement en bordure sud des parcelles) sont aménagées avec la construction de hangars (**ancien atelier mécanique**).

La parcelle n°77 présentait également un potager. Puis, elle constitue une friche depuis les années 1950s.

Par ailleurs (parcelles n°69, 78 à 81), le terrain présente probablement l'usage d'un camp de réfugiés après-guerre, les anciennes structures bâties (baraquements, etc.) n'étant plus visibles actuellement. Notons que la bordure est du site présente **une voie ferrée de service** associée à l'entreposage de matériels et matériaux. Cette voie ferrée serait également exploitée pour **l'activité de négoce de matériaux** exercée à partir de 1966-67 sur ces parcelles. Aussi, les bâtiments actuellement visibles (entrepôts, hall d'exposition, bureaux) seront construits pour permettre le développement de cette activité entre 1966 et 1982. Excepté la disparition de 2 silos de stockage, la configuration du site reste inchangée depuis 1982.

Notons que les parcelles n°323 et 376 correspondent à des talus végétalisés associés à des murs de soutènement depuis les années 1930s au moins.

4.2 Historique des installations classées pour la protection de l'environnement

Par courriel du 06/09/2016, le service des Installations Classées de la DREAL du Finistère (Mme Annick LE BOULCH, Inspectrice des Installations classées) a signalé la présence d'une activité industrielle au droit du site étudié (dépôt d'acétylène faisant l'objet d'un récépissé de déclaration ; voir **annexe 4**). Cette activité a également été retrouvée sur les fiches BASIAS (exploitant LE BORGNE PARVIS).

Soulignons toutefois que les Archives Départementales n'ont pas permis de consulter les documents concernant le site étudié (probablement d'anciens récépissés de déclaration, permis de construire, etc.), la série W des archives (documents publiques postérieures à 1940) faisant l'objet d'un nettoyage jusqu'à la mi-octobre 2016.

Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) qui ont été exploitées sur le site sont listées dans le tableau suivant (liste non exhaustive).

Tableau 7 : Activités classées au titre des ICPE exploitées sur le site

Parcelle	Activité	Rubrique - régime de classification ¹	Date du début de l'activité	Date de fin de l'activité	Cessation faite O/N	Commentaires
AX490 AX491	Atelier mécanique et soudure	Ancienne rubrique n°261bis - D	26/11/1946 (exploitant Félix LE MEUR)	2001 (exploitant Félix LE MEUR)	?	Atelier mécanique RENAULT
	Dépôt de liquides inflammables DLI	Ancienne rubrique n°253 - D			?	Anciennes cuves enterrées et compartimentées de gazole et essence (10 + 16 m ³)
AX69	Dépôt de gaz (acétylène dissous)	Ancienne rubrique n°95-85 - D	27/06/1985 (Etablissement LE BORGNE PARVIS MATERIAUX)	Activité arrêtée (date non renseignée)	N	Entreposage aérien d'acétylène dissous pour l'activité de négoce de matériaux du BTP (enseigne RESEAU PRO) - Voir Annexe 4
AX78 AX80 AX81	Dépôt de liquides inflammables DLI	Ancienne rubrique n°253 - D	18/03/1959 (exploitant M. GOULVEN)	Activité arrêtée (date non renseignée)	?	2 Cuves aériennes de 20 m ³ de fioul et probablement démantelées

Plusieurs activités ICPE ont été exploitées au droit du site étudié et correspondent principalement au stockage d'hydrocarbures avec l'ancienne station-service LE MEUR (en parcelle AX490) et le dépôt de fioul par le négoce de matériaux du BTP (en parcelles AX78, 80 et/ou 81). Ces activités sont désormais arrêtées (notifications de cessation d'activité non retrouvées).

¹ A : autorisation / D : déclaration / E : enregistrement / NC : non classé

Toutefois, les anciennes cuves et canalisations enterrées de la station-service LE MEUR (en parcelle AX490) sont toujours en place avec notamment, 2 cuves enterrées de 10 et 16 m³ et contenant de l'eau à moitié.

Notons que la ou les anciennes cuves aériennes à fioul (au droit de l'ancienne activité de négoce de matériaux) n'ont pas été retrouvées lors de notre visite du site.

Soulignons qu'aucun accident ou plainte de riverain n'est mentionné dans les dossiers fournis par la DREAL.

4.3 Historique des activités exploitées sur le site

Les données recueillies ont permis de montrer que le site étudié a été successivement exploité pour les usages suivants :

- en parcelle AX490 (propriété LE MEUR et THOMAS) :
 - avant 1946 : probablement un jardin potager ou un verger au niveau de la rue de Pont Aven (présence d'un mur de soutènement en limite sud de la parcelle) ;
 - en 1946 : construction du hangar pour un atelier mécanique (propriété et exploitant LE MEUR) avec vraisemblablement **une fosse pour les vidanges (probable cuve à huiles usagées)** ;
 - en janvier 2002 : acquisition du rez-de-chaussée par M. THOMAS et occupation du hangar pour le stationnement (**local non visité**) ;
- en parcelle AX491 (propriété LE MEUR et THOMAS) :
 - avant 1950s : des jardins potagers au niveau de la rue de Pont Aven (présence d'un mur de soutènement en limite sud de la parcelle) ;
 - dans les années 1950s : construction d'un bâtiment sur l'ensemble de l'emprise (propriété et exploitant LE MEUR), avec :
 - en rez-de-chaussée : **une station de distribution de carburants** le long de la rue, un accueil, des bureaux et **un atelier mécanique disposant de 2 cuves enterrées** et compartimentées de carburants (capacités de 10 et 16 m³), d'établis et d'une aire de lavage avec une fosse et un compresseur ;
 - en N+1 : des logements ;
 - en janvier 2002 : acquisition du rez-de-chaussée par M. THOMAS et occupation de l'accueil et des bureaux par un cabinet d'assurance, de l'ancien atelier mécanique par un brocanteur ;
 - actuellement : absence d'activité (débaras dans l'ancien atelier ; **cuves et canalisations non démantelées**) excepté à l'étage avec des appartements occupés (chauffage au gaz de ville) ;
- en parcelle AX69 (propriété LE BORGNE PARVIS) :
 - avant 1940s : probablement une friche, des jardins potagers et/ou des vergers ;
 - dans les années 1940-50s : apparition d'un bâtiment disposant d'une cheminée (selon les photos aériennes) et probablement occupé par des réfugiés ou des travailleurs pour la reconstruction d'après-guerre ;
 - dans les années 1960s : disparition du bâtiment et occupation de la majeure partie de la parcelle par une friche et/ou des matériaux en tas ;
 - entre 1980 et 2014 : construction du bâtiment actuellement en place (avec une pompe à chaleur) et présentant un hall d'exposition pour la vente de matériels et matériaux du BTP (Etablissement LE BORGNE PARVIS, puis RESEAU PRO) ;
 - actuellement : absence d'activité (site inoccupé) ;

- en parcelles AX78, 80 et 81 (propriété SNCF) :
 - avant 1940s : probablement une friche et/ou des vergers ;
 - dans les années 1940-50s : apparition d'un bâtiment disposant d'une cheminée (selon les photos aériennes) probablement associé à des baraquements pour l'accueil de réfugiés ou de travailleurs pour la reconstruction d'après-guerre (nature de cette occupation également avancée par le voisinage¹) ;
 - dans les années 1960s : construction d'un hangar (usage non connu), et en 1966, de l'entrepôt actuellement visible en parcelle n°81. Par ailleurs, **des stockages de matériaux en tas** sont visibles, ainsi que 2 silos à l'extrémité sud-est du site. **Une voie ferrée de service** en bordure est de la parcelle, permet de desservir l'ensemble du site.
Notons que **le stockage de fioul** est également rapporté avec **1 à 2 cuves aériennes de 20 m³** (cf. fiche BASIAS précisant l'exploitant M. GOULVEN en 1959). Néanmoins, leur localisation précise n'est pas renseignée, ces anciens réservoirs n'ayant pas été retrouvés lors de notre visite du site ;
 - dans les années 1970s : construction du 2^{ème} entrepôt en parcelle n°78 pour le stockage et la commercialisation de matériaux du BTP (établissements LE BORGNE-PARVIS MATERIAUX, puis enseignes POINT P et RESEAU PRO) ;
 - en 2014 : arrêt de l'activité de négoce de matériaux du BTP (site actuellement inoccupé) ;
- en parcelle AX79 (propriété SNCF) :
 - avant 1940s : probablement une friche, des jardins potagers et/ou des vergers ;
 - dans les années 1950-60s : une friche et/ou des matériaux en tas ;
 - fin des années 1960s : construction du bâtiment accueillant des bureaux pour l'activité de négoce matériaux du BTP ;
 - actuellement : absence d'activité (site inoccupé) ;
- en parcelle AX77 (propriété SNCF) :
 - avant 1970s : un potager et/ou des vergers (selon les photographies aériennes) ;
 - après 1970s : une friche végétalisée ;
- en parcelles AX323 et 376 (propriété SNCF) : des talus végétalisés et des murs de soutènement.

En outre, la configuration topographique du site étudié laisse supposer le nivellement des terrains par le passé (**apport de remblais**), notamment en partie est du site (au droit des entrepôts des parcelles n°78 et 81 et de l'ancienne voie ferrée de service). L'origine des matériaux rapportés n'est pas connue, mais elle est probablement similaire à celle des friches ferroviaires sur les gares (matériaux souvent hétérogènes et potentiellement non inertes).

¹ notamment avec M. Gérard FLATRES, cheminot à la retraite et résident rue Saint-Yves à Quimperlé.

4.4 Identification des activités potentiellement polluantes

Les installations et/ou activités potentiellement polluantes recensées sur le site étudié sont listées dans le tableau suivant et localisées en **Figure 3**.

Tableau 8 : Activités et installations potentiellement polluantes identifiées

Parcelle (dénomination courante)	Installation/activité	Aérien/ enterré	Polluants potentiels ¹	Commentaires
AX490 et 491 (anciens atelier mécanique et station-service)	Ancienne station de carburants (2 cuves enterrées) - Absence de rétention	Enterré (cuves <u>non démantelées</u>)	HC, HAP, BTEX	Souillures non relevées sur le dallage ; cuves en place et en partie remplies d'eau → investigations à prévoir
	Ancienne station de carburants (aire de dépotage et anciens volucompteurs) - Absence de rétention	Enterré (<u>canalisations non démantelées</u>)	HC, HAP, BTEX	Souillures non relevées sur le dallage, mais absence de rétention → investigations à prévoir
	Ancien atelier mécanique (établis et fût de 60 litres d'huile)	Aérien	HC, HAP, BTEX	Souillures relevées sur les dallages (aspect huileux) → investigations à prévoir
	Ancienne aire de lavage avec compresseur (dalle bétonnée et fosse de visite)	Aérien et enterré	HC, HAP, BTEX, COHV	Souillures non relevées sur le dallage → investigations à prévoir
	Ancien atelier mécanique non visité (probable fosse de vidange)	Aérien et enterré (?)	Métaux, HC, HAP, BTEX, COHV	→ non visité (investigations à prévoir par défaut)
AX78, 80 et 81 (ancien négoce de matériaux du BTP)	Ancienne voie ferrée de service en bordure est du site et souillures localement relevées sur l'enrobé	1 m de profondeur (<u>voie ferrée non démantelée</u>)	HC, HAP, BTEX, COHV, substances de traitement du bois	Souillures localement relevées sur l'enrobé → investigations à prévoir
	Ancien stockage de matériaux du BTP en extérieur	Aérien	Métaux, qualité inerte	Souillures non relevées au sol
	Ancien stockage de fioul en cuve(s) aérienne(s) de 20 m ³	Aérien (cuve démantelée)	HC, HAP, BTEX	Ancienne installation non localisée / Souillures non relevées au sol sur le secteur
	Remblais superficiels pour le nivellement du terrain (notamment en partie est (au droit des entrepôts et de l'ancienne voie ferrée)	1-2 m de profondeur	Métaux, qualité inerte	→ investigations à prévoir

¹HC : indice hydrocarbures

HAP : hydrocarbures aromatiques polycycliques

BTEX : benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes

COHV : composés organo-halogénés volatils

Substances « traitement du bois » : principaux composés phénoliques (phénols, crésols, chlorophénols ; 15 à 30 substances)

Qualité « inerte » : caractérisation analytique selon les critères d'évacuation en ISD-Inertes (selon l'arrêté du 12/12/2014)

5. Schéma conceptuel

Un risque sanitaire est le produit de l'existence d'une source de pollution, d'un vecteur et d'une cible. En l'absence de l'un de ces 3 facteurs, le risque sanitaire est considéré comme inexistant.

L'étude historique, documentaire et mémorielle a mis en évidence certaines activités potentiellement polluantes sur site.

Le projet d'aménagement est en réflexion, mais la réalisation d'habitats collectifs est envisagée en 1^{er} lieu (usage peu probable d'habitats individuels avec jardins privés).

Le schéma conceptuel des usages futurs est présenté en page suivante.

Tableau 9 : Schéma conceptuel des usages futurs

Sources	Transfert			Milieux d'exposition	Voies d'exposition	Cibles	Conclusions			
	Milieu intermédiaire	Milieu intermédiaire	Milieu intermédiaire				Voie d'exposition retenue	Evaluation quantitative des risques	Justification	
Hydrocarbures, métaux, pesticides	SUR SITE			Sols de surface	Ingestion accidentelle de sols, contact cutané	Futurs usagers du site (résidents)	<input checked="" type="checkbox"/> retenue <input type="checkbox"/> non retenue	<input type="checkbox"/> négligeable <input checked="" type="checkbox"/> potentiel <input type="checkbox"/> significatif <input type="checkbox"/> avéré	Projet d'habitat collectif (voire individuel) incluant des espaces-verts (voire des potagers) / Recouvrement systématique des sols en place non prévu initialement	
		Envol de poussières			Air ambiant (poussières)		Inhalation de poussières	<input checked="" type="checkbox"/> retenue <input type="checkbox"/> non retenue		<input type="checkbox"/> négligeable <input checked="" type="checkbox"/> potentiel <input type="checkbox"/> significatif <input type="checkbox"/> avéré
		Bioaccumulation			Végétaux et animaux		Ingestion	<input checked="" type="checkbox"/> retenue <input type="checkbox"/> non retenue		<input type="checkbox"/> négligeable <input checked="" type="checkbox"/> potentiel <input type="checkbox"/> significatif <input type="checkbox"/> avéré
		Dégazage	Gaz du sol	Dégazage	Air ambiant (gaz)		Inhalation de gaz	<input checked="" type="checkbox"/> retenue <input type="checkbox"/> non retenue	<input type="checkbox"/> négligeable <input checked="" type="checkbox"/> potentiel <input type="checkbox"/> significatif <input type="checkbox"/> avéré	Composés volatils (hydrocarbures)
		Perméation			Eau du réseau AEP		Contact cutané, ingestion d'eau	<input checked="" type="checkbox"/> retenue <input type="checkbox"/> non retenue	<input type="checkbox"/> négligeable <input checked="" type="checkbox"/> potentiel <input type="checkbox"/> significatif <input type="checkbox"/> avéré	Canalisations non nécessairement isolées des sols en place
		Perméation	Eau du réseau AEP	Dégazage	Air ambiant (gaz) lors de la douche		Inhalation de gaz	<input checked="" type="checkbox"/> retenue <input type="checkbox"/> non retenue	<input checked="" type="checkbox"/> négligeable <input type="checkbox"/> potentiel <input type="checkbox"/> significatif <input type="checkbox"/> avéré	
		Migration verticale			Eaux souterraines sur site		Voies liées aux usages des eaux	<input checked="" type="checkbox"/> retenue <input type="checkbox"/> non retenue	<input type="checkbox"/> négligeable <input checked="" type="checkbox"/> potentiel <input type="checkbox"/> significatif <input type="checkbox"/> avéré	Eventuelle pollution non nécessairement confinée
		Mig. souterraines	Dég. Gaz du sol	Dégazage	Air ambiant (gaz)		Inhalation de gaz	<input checked="" type="checkbox"/> retenue <input type="checkbox"/> non retenue	<input type="checkbox"/> négligeable <input checked="" type="checkbox"/> potentiel <input type="checkbox"/> significatif <input type="checkbox"/> avéré	
		Hydrocarbures, métaux, pesticides	HORS SITE	Envol de poussières			Air ambiant (poussières)	Inhalation de poussières	<input checked="" type="checkbox"/> retenue <input type="checkbox"/> non retenue	<input type="checkbox"/> négligeable <input checked="" type="checkbox"/> potentiel <input type="checkbox"/> significatif <input type="checkbox"/> avéré
Envol de poussières	Sol hors site			Bioaccumulation	Végétaux et animaux	Ingestion	<input checked="" type="checkbox"/> retenue <input type="checkbox"/> non retenue	<input checked="" type="checkbox"/> négligeable <input type="checkbox"/> potentiel <input type="checkbox"/> significatif <input type="checkbox"/> avéré		
Migration verticale	Eaux souterraines			Migration latérale des eaux souterraines	Eaux souterraines hors site	Voies liées aux usages de l'eau	<input checked="" type="checkbox"/> retenue <input type="checkbox"/> non retenue	<input checked="" type="checkbox"/> négligeable <input type="checkbox"/> potentiel <input type="checkbox"/> significatif <input type="checkbox"/> avéré	Nappe de socle considérée vulnérable, mais usage non recensée de la nappe	
Mig. souterraines	Mig. atio. Eaux souterraines hors site			Dég. Gaz du sol	Dég. Air ambiant (gaz) hors site	Inhalation de gaz	<input checked="" type="checkbox"/> retenue <input type="checkbox"/> non retenue	<input type="checkbox"/> négligeable <input checked="" type="checkbox"/> potentiel <input type="checkbox"/> significatif <input type="checkbox"/> avéré		
Migration latérale des eaux souterraines				Eaux souterraines	Migration latérale des eaux souterraines	Eaux superficielles hors site	<input checked="" type="checkbox"/> retenue <input type="checkbox"/> non retenue	<input checked="" type="checkbox"/> négligeable <input type="checkbox"/> potentiel <input type="checkbox"/> significatif <input type="checkbox"/> avéré		

Légende des voies de transferts :

Envol de poussières

Bioaccumulation

Dégazage

Perméation

Migration verticale

Migration latérale des eaux souterraines

6. Recommandations de diagnostic de pollution

Au regard des données acquises au cours de l'étude historique et documentaire, le tableau page suivante présente un programme d'investigations recommandé par BURGEAP et dans l'objectif de vérifier :

- **la qualité environnementale des terrains** au droit ou aux abords des sources potentielles de pollution identifiées (approche « sanitaire » de l'étude ; prise en compte d'une sensibilité particulière des usages futurs (habitat)) ;
- **en 1^{ère} approche, la qualité « inerte » des remblais¹** (notamment au droit de l'ancienne voie ferrée), en vue d'une éventuelle gestion hors site de déblais issus de terrassement (si possible, investigations à définir selon un projet d'aménagement, voire un plan de terrassement).

Au stade de l'étude (investigations initiales), le diagnostic de la qualité de la nappe souterraine n'est pas recommandé en 1^{er} lieu.

Ce programme pourra être adapté en fonction des observations de terrain.

¹ selon les critères analytiques d'acceptation en Installation de Stockage de Déchets Inertes ISD-Inertes (critères définis dans l'arrêté du 12/12/2014)

Tableau 10 : Programme recommandé d'investigations de diagnostic de pollution

Parcelle (dénomination courante)	Activités / installations visées	Matériel de sondage	Prof. (m)	Nombre de sondage	Linéaire de sondage	Analyses en laboratoire sur échantillons									Mesures sur site (PID, paramètres physico-chimiques, ...)	
						8 métaux	HC	HC C5- C10	HAP	BTEX	COHV	Substances traitement du bois	Caractérisation "déchets inertes"			
													sur brut et éluat	sur éluat		
Milieu "sols"																
AX490 et 491 (anciens atelier mécanique et station-service)	Ancienne station de carburants (2 cuves enterrées)	Carottier ou tarière	4	5	20	6	8	4	6	6	-	-	-	-	5	
	Ancienne station de carburants (aire de dépotage et anciens volucompteurs)		2	2	4	2	3	2	3	3	-	-	-	-	2	
	Ancien atelier mécanique (établis et fût d'huile)	Carottier portatif nécessaire	1	3	3	4	4	2	3	3	2	-	1	-	3	
	Ancienne aire de lavage avec compresseur (fosse de visite)		3	1	3	1	1	-	1	1	1	-	1	-	1	
	Ancien atelier mécanique non visité (probable fosse de vidange)	Carottier ou tarière	3	2	6	2	2	2	2	2	2	-	-	-	2	
AX78, 80 et 81 (ancien négoce de matériaux du BTP)	Ancienne voie ferrée de service et souillures localement relevées sur l'enrobé		2	4	8	6	4	4	4	4	4	3	2	1	4	
	Remblais superficiels pour le nivellement du terrain (notamment au droit des entrepôts et de l'ancienne voie ferrée) - Evenuel projet de sous-sol		3	3	9	6	4	-	4	2	-	-	5	3	3	
TOTAUX				20	53	27	26	14	23	21	9	3	9	4	20	

8 métaux : arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc

HC : indice hydrocarbures C10-C40 (découpage en 4 fractions minimum inclus)

HC C5-C10 : hydrocarbures volatils

HAP : hydrocarbures aromatiques polycycliques (16 composés)

BTEX : benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes

COHV : composés organo halogénés volatils (13/19 composés)

Substances "traitement du bois" : principaux composés phénoliques (phénols, crésols, chlorophénols ; 15 à 30 substances)

Caractérisation des déchets inertes (arrêté du 12/12/2014) : sur brut : HC, HAP, BTEX, PCB, COT Carbone Organique Total

sur éluat : 8 métaux, baryum, molybdène, antimoine, sélénium, chlorures, fluorures, sulfates, indice phénols, fraction soluble, COT

Le montant de ce diagnostic de pollution est estimé à :

- pour l'ancien atelier mécanique et station-service (parcelles AX490 et 491) : **environs 8 000 € HT**
- pour l'ancien négoce de matériaux du BTP (parcelles AX78, 80 et 81) : **environs 5 000 € HT**

soit un total de 13 000 € HT environs (délais de préparation, investigations, analyses et interprétation de 2-3 mois, hors délais de consultation).

7. Conclusion - Synthèse technique

Dans le cadre du projet de réaménagement d'un ancien garage mécanique et d'une friche industrielle sis 71 et 77, rue de Pont-Aven à Quimperlé (29), l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE BRETAGNE (EPFB) souhaite évaluer les risques liés à la pollution des terrains.

Le site présente une superficie d'environ 8 400 m² (parcelles AX 69, 77 à 81, 323, 376, 490 et 491) et comporte actuellement des locaux et entrepôts non occupés, ainsi que des appartements à l'étage. Par le passé, il présentait un ancien atelier mécanique associé à une station de carburants le long de la rue de Pont-Aven, ainsi qu'une activité de négoce de matériaux du BTP.

Associée à l'EPFB, la commune de Quimperlé projette le réaménagement du site, notamment pour de l'habitat collectif (éventuel projet de sous-sol). Néanmoins, aucun projet définitif n'est actuellement retenu.

Concernant les activités recensées sur le site et les risques potentiels de pollution des sols

A partir des années 1940-50s, les parcelles AX490 et 491 présentent **un atelier mécanique associé à une station de distribution de carburants** (exploitant LE MEUR ; enseigne RENAULT), avec : 2 cuves enterrées et compartimentées de carburants (capacités de 10 et 16 m³), des établis, une aire de lavage et des fosses à vidange.

Le rez-de-chaussée de ces parcelles est la propriété de M. THOMAS depuis 2002 pour des activités commerciales, de débarras et/ou de stationnement (**anciennes cuves et canalisations non démantelées**), ainsi que du logement à l'étage.

Par ailleurs (parcelles AX69, 78 à 81), **une activité de négoce de matériaux du BTP** est exercée depuis les années 1960s, avec deux entrepôts de stockage, des aires extérieures en enrobé pour le stockage de matériaux, un hall d'accueil et d'exposition et des bureaux (établissements LE BORGNE-PARVIS MATERIAUX, puis enseignes POINT P et RESEAU PRO). **Une ancienne voie ferrée de service** en bordure est, a permis de desservir le site (installation non démantelée).

Notons que plusieurs activités ICPE ont été exploitées au droit du site étudié et correspondent principalement au stockage d'hydrocarbures avec **l'ancienne station-service LE MEUR** (en parcelle AX490 ; installation non démantelée) et **le dépôt de fioul par le négoce de matériaux du BTP** (en parcelles AX78, 80 et/ou 81 ; non localisé et a priori démantelé). Ces activités sont désormais arrêtées (notifications de cessation d'activité non retrouvées).

En outre, la configuration topographique du site étudié suppose le nivellement des terrains par le passé (**apport de remblais**), notamment en partie est du site (au droit des entrepôts et de l'ancienne voie ferrée de service). L'origine et la nature des matériaux rapportés ne sont pas connues (matériaux potentiellement hétérogènes et/ou non inertes selon les critères d'acceptation en Installations de Stockage des Déchets Inertes).

Concernant les recommandations de diagnostic de pollution

Au regard des incertitudes sur la qualité environnementale des sols au droit de certaines activités potentiellement polluantes, un diagnostic de pollution est préconisé et présenté en tableau 10 (voir § 6 du présent rapport). Le montant de ce diagnostic de pollution est estimé à :

- pour l'ancien atelier mécanique et station-service (parcelles AX490 et 491) : **environs 8 000 € HT**
 - pour l'ancien négoce de matériaux du BTP (parcelles AX78, 80 et 81) : **environs 5 000 € HT**
- soit un total de 13 000 € HT environs** (délais de réalisation de 2-3 mois).

8. Limites d'utilisation d'une étude de pollution

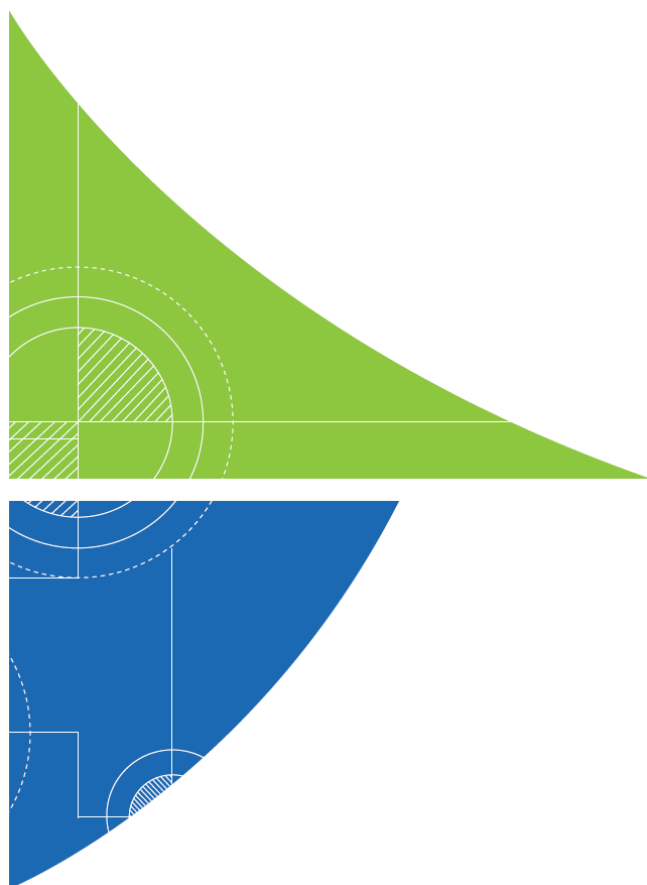
1- Une étude de la pollution du milieu souterrain a pour seule fonction de renseigner sur la qualité des sols, des eaux ou des déchets contenus dans le milieu souterrain. Toute utilisation en dehors de ce contexte, dans un but géotechnique par exemple, ne saurait engager la responsabilité de notre société.

2- Il est précisé que le diagnostic repose sur une reconnaissance du sous-sol réalisée au moyen de sondages répartis sur le site, soit selon un maillage régulier, soit de façon orientée en fonction des informations historiques ou bien encore en fonction de la localisation des installations qui ont été indiquées par l'exploitant comme pouvant être à l'origine d'une pollution. Ce dispositif ne permet pas de lever la totalité des aléas, dont l'extension possible est en relation inverse de la densité du maillage de sondages, et qui sont liés à des hétérogénéités toujours possibles en milieu naturel ou artificiel. Par ailleurs, l'inaccessibilité de certaines zones peut entraîner un défaut d'observation non imputable à notre société.

3- Le diagnostic rend compte d'un état du milieu à un instant donné. Des événements ultérieurs au diagnostic (interventions humaines, traitement des terres pour améliorer leurs caractéristiques mécaniques, ou phénomènes naturels) peuvent modifier la situation observée à cet instant.

4- La responsabilité de BURGEAP ne pourra être engagée si les informations qui lui ont été communiquées sont incomplètes et/ou erronées et en cas d'omission, de défaillance et/ou erreur dans les informations communiquées.

FIGURES



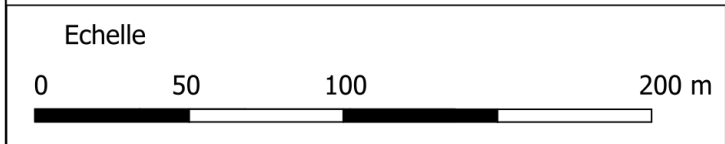
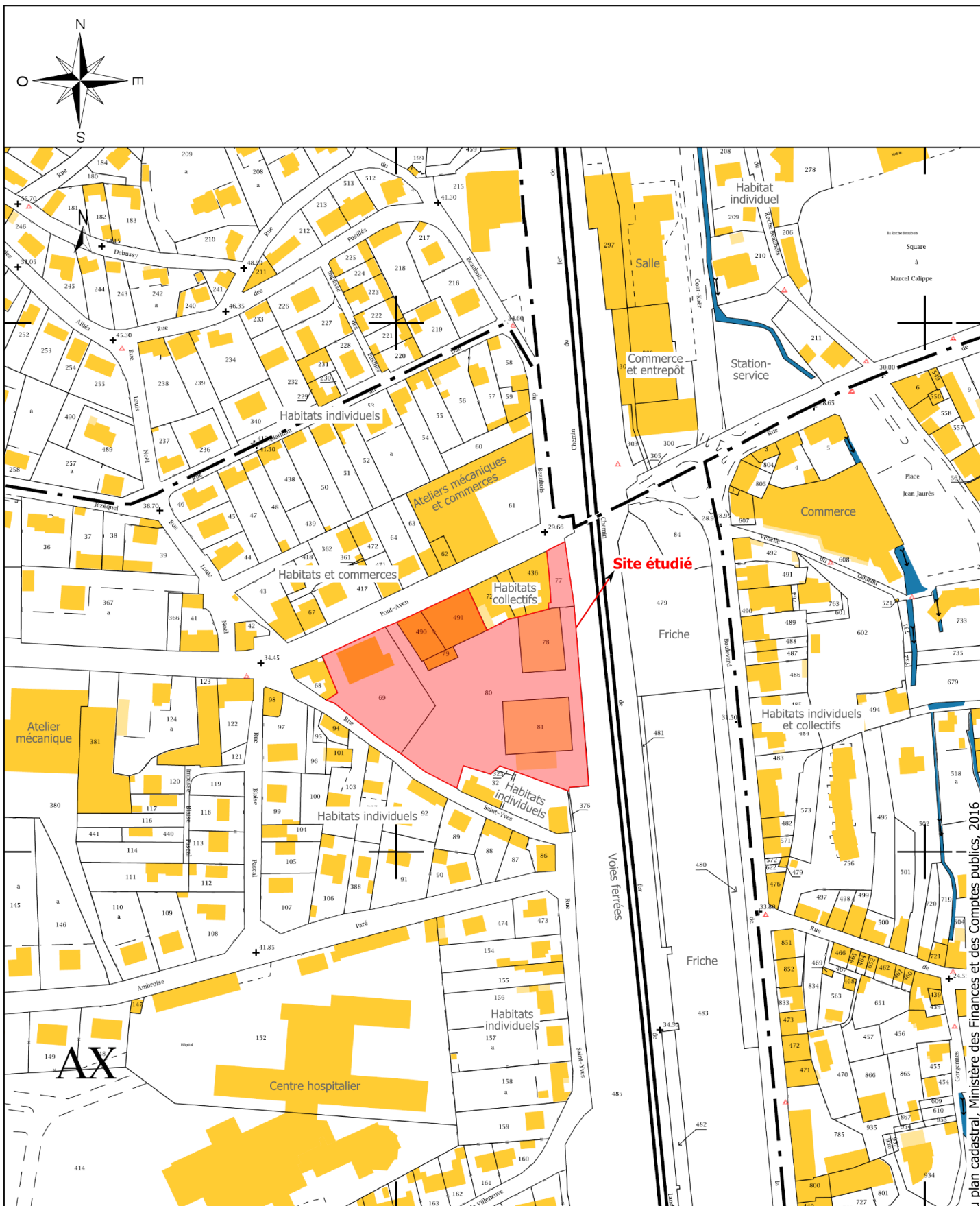


EPF de BRETAGNE / foncier sis 71 et 77 rue de Pont-Aven à Quimperlé (29)

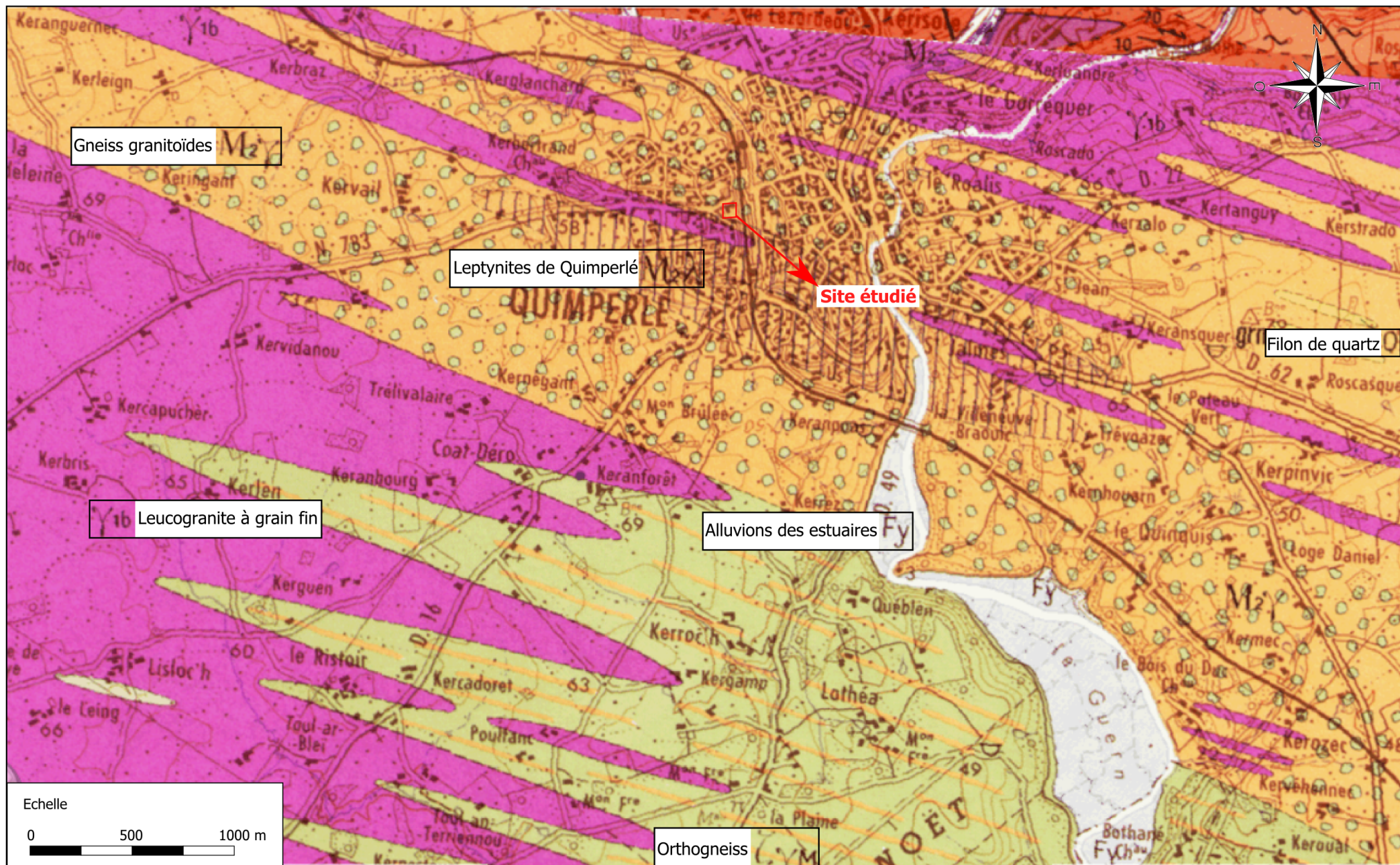
Figure 1

Localisation du site

RSSPLB5764
CSSPLB161476



	<p>EPF de BRETAGNE / Foncier sis 71 et 77 rue de Pont-Aven à Quimperlé (29)</p> <p>Description des environs du site</p>	<p>Figure 2</p> <p>RSSPLB5764</p> <p>CSSPLB161476</p>
--	---	---



EPF de BRETAGNE / Foncier sis 71 et 77 rue de Pont-Aven à Quimperlé (29)

Figure 4

Contexte géologique du site

RSSPLB5764
CSSPLB161476



Echelle
0 500 1000 m



EPF de BRETAGNE / Foncier sis 71 et 77 rue de Pont-Aven à Quimperlé (29)

Localisation des points d'eau recensés à proximité du site

Figure 5

RSSPLB5764
CSSPLB161476

ANNEXES



Annexe 1. Reportage photographique

Cette annexe contient 2 pages.



Photo n°1 : Vue sur la façade de l'ancienne station-service (rue de Pont Aven) – parcelles AX390 et 391



Photo n°2 : Vue sur l'ancienne station-service et le dépôtage (à droite sur le cliché) – parcelle AX390



Photo n°3 : Vue sur l'aire de lavage – parcelle AX390



Photo n°4 : Vue sur 1 cuve enterrée de carburants au sein de l'ancien atelier mécanique



Photo n°5 : Vue sur 1 cuve enterrée de carburants au sein de l'ancien atelier mécanique



Photo n°6 : Vue sur l'ancien atelier mécanique (souillures sur le dallage)



Photo n°7 : Vue sur un établi (souillures sur le dallage) – parcelle AX390



Photo n°8 : Vue sur un regard d'eau pluviale dans l'ancien atelier mécanique – parcelle AX390



Photo n°9 : Vue sur l'espace ayant servi au stockage de matériaux du BTP – parcelles AX80, 81 et 323



Photo n°10 : Vue sur des alvéoles de stockage de matériaux – parcelles AX80 et 323



Photo n°11 : Vue sur les entrepôts et la voie ferrée en bordure est du site – parcelles AX78, 80 et 81



Photo n°12 : Vue sur les souillures relevées entre la parcelle AX78 et la voie ferrée – parcelles AX80

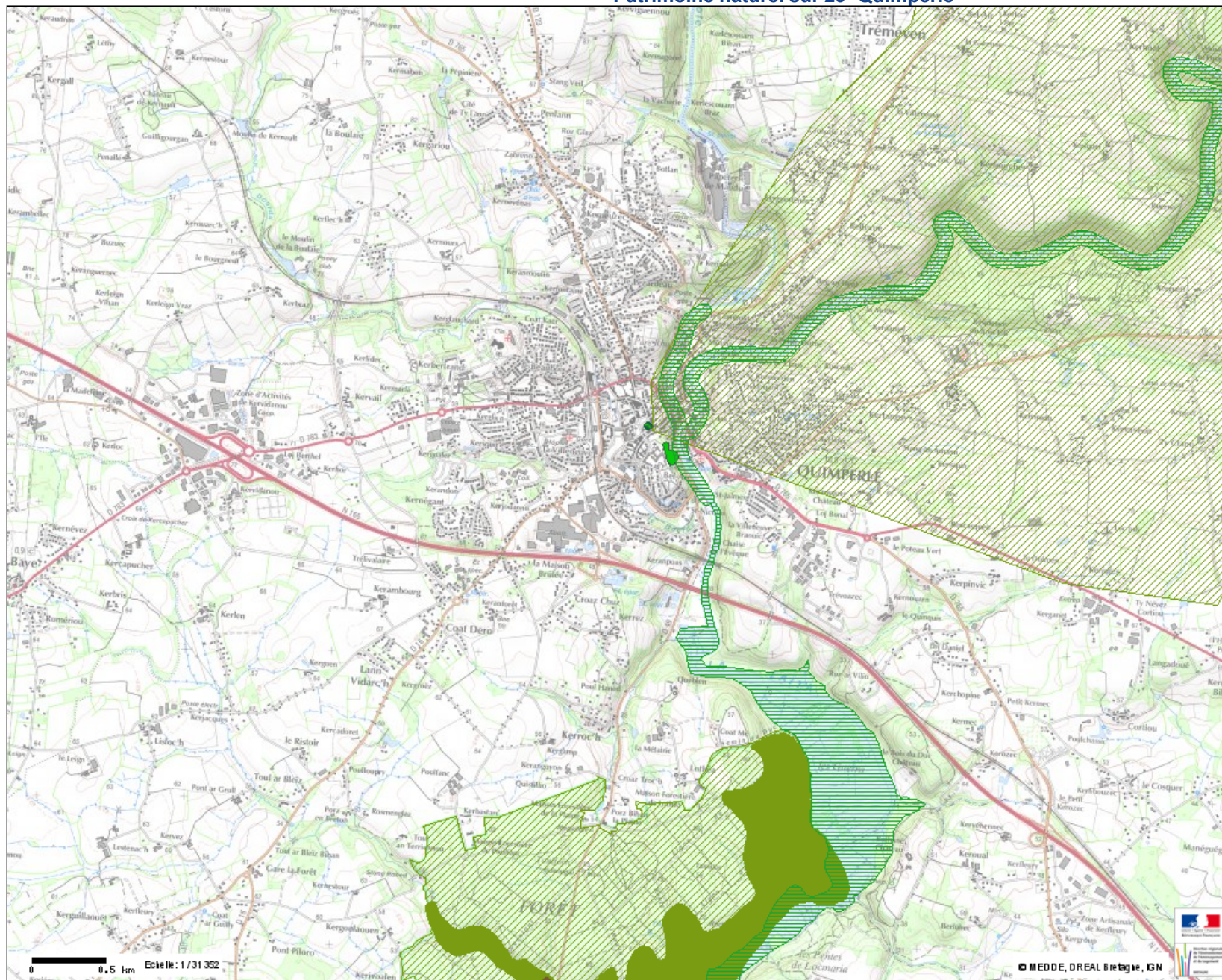
Annexe 2.

Localisation des zones naturelles remarquables

Source : Serveur CARMEN 2.2 (MEDDE, DREAL Bretagne, IGN)

Cette annexe contient 1 page.

Patrimoine naturel sur 29- Quimperlé



Contenu de la carte

Annotations

Sites et paysages

Sites classés

■ Sites classés (surfacique)

● Sites classés (ponctuel)

Sites inscrits

■ Sites inscrits (surfacique)

● Sites inscrits (ponctuel)

Nature et biodiversité

Natura 2000

■ Directive oiseaux (ZPS)

■ Directive habitats (ZSC, SIC, pSIC)

Parcs et réserves naturelles

■ Parc Naturel Régional

■ Réserve biologique de l'ONF

■ Réserve naturelle nationale

■ Réserve naturelle régionale

■ Réserve naturelle régionale polygones

Autres protections

■ Réserve de biosphère (MAB)

■ Arrêtés de biotope polygones

● Arrêtés de biotope

Inventaire patrimonial

● Tourbière

■ ZNIEFF2

■ ZNIEFF1

Fonds de plan

■ Cartes IGN

Tous droits réservés.

Document imprimé le 3 Octobre 2016, serveur Carmen v2.2, <http://carmen.developpement-durable.gouv.fr>, Service: DREAL Bretagne.

Annexe 3. Photographies aériennes

Cette annexe contient 3 pages.



1932 (vue d'ensemble)



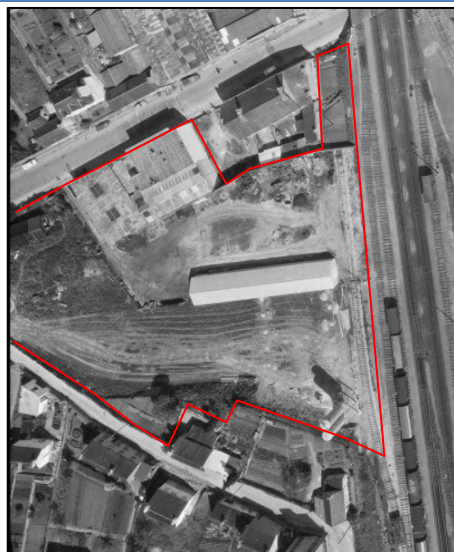
1948 (vue d'ensemble)



1953 (vue d'ensemble)



1958 (vue d'ensemble)



janvier et mai 1966 (vues d'ensemble)



1970 (vue d'ensemble)



1976 (vue d'ensemble)



1978 (vue d'ensemble)



1982 (vue d'ensemble)



1984 (vue d'ensemble)



1986 (vue d'ensemble)



1990 (vue d'ensemble)



1992 (vue d'ensemble)



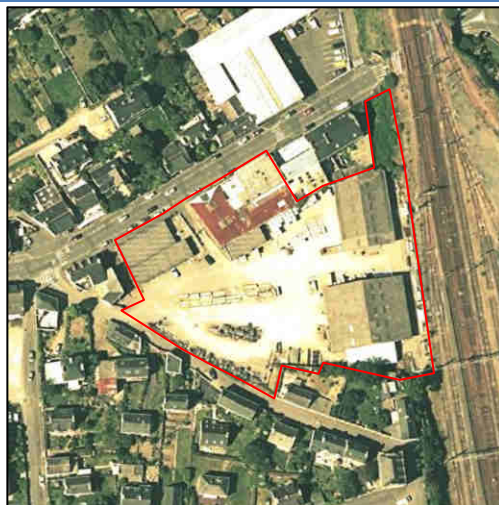
1993 (vue d'ensemble)



2000 (vue d'ensemble)



2004 (détail)



2014 (détail)

Annexe 4.

Récépissé de déclaration d'activité pour les établissements LE BORGNE-PARVIS MATERIAUX

Cette annexe contient 5 pages.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Bretagne

Unité Territoriale du FINISTERE

N/REF. : MQ

N° SIIIC : 55.12234

Affaire suivie par M. QUIMERC'H Q

Téléphone : 02 90 08.55.64

Télécopie : 02 90 08 55 66

Mél : michel.quimerch@developpement-durable.gouv.fr

QUIMPER, le 23 décembre 2014

NEXITY PROPERTY MANAGEMENT

2 rue Crucy

44000 NANTES

À l'attention de Mme ALAOUI ABDELLAOUI

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Demande d'information.
RESEAU FERRE DE FRANCE - La Gare - Commune de **QUIMPERLE**.

REF. : Votre courrier ND/2014 – QUIMPERLE/OS 310 014 834 daté du 15 décembre 2014.

P.J. : /

Monsieur le Directeur,

Par lettre citée en référence, vous me faites part du projet de vente d'un bien immobilier appartenant à la société RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF), situé au lieu-dit La Gare (parcelles cadastrées AX78, AX879, AX80 et AX81) sur le territoire de la commune de QUIMPERLE. Vous souhaitez, à ce titre, connaître la situation administrative – au regard de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement – des éventuelles constructions et/ou activités situées sur ce bien.

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer qu'une société de négoce de matériaux de construction située sur le terrain en question est répertoriée au registre départemental des ICPE. Le dépôt de gaz (acétylène dissous) de cet établissement a fait l'objet du Récépissé de Déclaration n° 95-85-D délivré le 27 juin 1985 par le Bureau de l'Environnement de la Préfecture du FINISTERE aux établissements LE BORGNE-PARVIZ MATERIAUX (actuels RESEAU PRO).

Le dernier exploitant connu (M. PARVIZ) n'a pas – à ce jour et en application de l'article R.512-66-1 du code de l'environnement – notifié au Préfet du FINISTERE l'arrêt définitif de ses activités, ni d'éventuelles mesures de remise en état du site prises ou envisagées. De plus, aucune déclaration de changement d'exploitant n'a été notifiée depuis 1985 au Préfet du FINISTERE en application de l'article R.512-68 du code précité.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Directeur et par délégation,
L'Inspecteur des Installations Classées,

M. QUIMERC'H

Copie pour information à :

- M. le Préfet du FINISTERE/DAPP/BIC
- DREAL Bretagne/SPPR/DRC



Certificat qualité n° FR015095

Horaires d'ouverture : 9h-12h / 14h-17h (sauf vendredi 16h)

Tél. : 33 (0)2 90 08 55 55 – fax : 33 (0)2 90 08 55 66

2 rue Georges Perros

29556 QUIMPER cedex 9

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE
ET DU CADRE DE VIE

Bureau des Affaires Culturelles,
de l'Environnement et des Installations Classées

DOSSIER

95	85	D
----	----	---

INSTALLATIONS CLASSEES
SOUMISES A DECLARATION

RECEPISSE DE DECLARATION

LE PREFET, COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE
du DEPARTEMENT du FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU le Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la Loi susvisée ;
- VU le Décret du 20 mai 1953 modifié constituant la nomenclature des installations classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU le Décret n° 77-1134 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de l'article 2 de la Loi susvisée complétant et modifiant le Décret du 20 mai 1953 susvisé ;
- VU la déclaration souscrite le 8 Janvier 1985 par les Etablissements LE BORGNE PARVIZ, 77, rue de Pont-Aven à QUIMPERLE relative à l'exploitation d'un dépôt d'acétylène dissous à la même adresse ;
- VU la proposition de classement n° 3497/85.53 du 18 Mars 1985 de M. l'Inspecteur des Installations Classées - Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche à QUIMPER ;

CONSIDERANT que l'installation projetée relève de la procédure de déclaration prévue par la Loi du 19 juillet 1976 ;

... /

DONNE ACTE :

aux Etablissements LE BORGNE PARVIZ de leur déclaration susvisée et l'informe de ce qui suit ;

- 1° - Les installations seront implantées et réalisées conformément aux plans joints à la déclaration, sous réserve des dispositions réglementaires en matière de permis de construire.

La déclaration cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de 3 ans ou lorsque leur exploitation aura été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

- 2° - Les prescriptions définies aux rubriques ci-après, dont extrait est joint au présent récépissé, devront être appliquées :

Rubrique n° 6 : Dépôt d'acétylène dissous
Circulaire n° 3055 DPPN/SEI du 21 Juin 1976 relative au bruit.

- 3° - L'exploitant devra satisfaire aux Lois et Règlements en vigueur et à intervenir sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

- 4° - Le déclarant est informé des dispositions suivantes du Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 :

- a)- s'il veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à son installation, il doit adresser une demande au Préfet (Bureau des Installations Classées). Les dérogations éventuelles sont, dans ce cas, accordées par arrêtés pris sur le rapport de l'Inspection des Installations Classées après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.
- b)- toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet.

- c) - tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.
- d) - lorsqu'une installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.
- e) - lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant doit en informer le préfet dans le mois qui suit cette cessation.

L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la Loi du 19 juillet 1976.

- f) - l'exploitant d'une installation soumise à déclaration est tenu de déclarer sans délai à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation.
- g) - lorsqu'une installation a fait l'objet d'une mesure de suppression de fermeture ou de suspension, l'exploitant est tenu de prendre toutes dispositions nécessaires pour la surveillance de l'installation, la conservation des stocks, l'enlèvement des matières dangereuses, périssables ou gênantes ainsi que des animaux se trouvant dans l'installation.
- h) - l'exploitant qui désire remettre en activité un établissement mis momentanément hors d'usage par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant des travaux techniques d'exploitation doit, suivant la classe à laquelle appartient son établissement, se pourvoir d'une autorisation nouvelle ou faire une nouvelle déclaration.

Taxe et redevance

- 5° - Le déclarant est informé, par ailleurs, que l'article 17 de la Loi n° 76 663 du 19 juillet 1976 a institué, d'une part une taxe unique due à l'ouverture ou à l'extension de tout établissement classé, d'autre part une redevance annuelle exigible pour certaines activités reprises à la nomenclature des établissements classés.

Extrait de cette disposition légale est joint au présent récépissé.

6° - Le dit récépissé est délivré sous réserve du droit des tiers.

7° - Le présent récépissé ne dispense pas, le cas échéant, de l'obtention des permis ou autorisation exigibles par ailleurs, tels que permis de construire, autorisation d'occupation du domaine public, permission de voirie, autorisation de prise d'eau, application des dispositions des P.O.S. etc....

IMPORTANT

P.J. : -Texte des prescriptions
énoncées au § 2° ci-dessus ;

-Texte de l'article 17 de la
Loi du 19 juillet 1976.

QUIMPER, le 27 JUIN 1985

POUR LE PREFET,
Commissaire de la République

/ LE DIRECTEUR,

Signé : Y. ECHELARD

Annexe 5. Glossaire

Cette annexe contient 2 pages.

AEA (Alimentation en Eau Agricole) : Eau utilisée pour l'irrigation des cultures

AEI (Alimentation en Eau Industrielle) : Eau utilisée dans les processus industriels

AEP (Alimentation en Eau Potable) : Eau utilisée pour la production d'eau potable

ARR (Analyse des risques résiduels) : Il s'agit d'une estimation par le calcul (et donc théorique) du risque résiduel auquel sont exposées des cibles humaines à l'issue de la mise en œuvre de mesures de gestion d'un site. Cette évaluation correspond à une EQRS.

ARS (Agence régionale de santé) : Les ARS ont été créées en 2009 afin d'assurer un pilotage unifié de la santé en région, de mieux répondre aux besoins de la population et d'accroître l'efficacité du système.

BASIAS (Base de données des Anciens Sites Industriels et Activités de Service) : Cette base de données gérée par le BRGM recense de manière systématique les sites industriels susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement.

BASOL : Base de données gérée par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie recensant les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

Biocentre : Ces installations sont classées pour la protection de l'environnement et sont soumises à autorisation préfectorale. Elles prennent en charge les déchets en vue de leur traitement basé sur la biodégradation aérobie de polluants chimiques.

BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylènes) : Les BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène et Xylènes) sont des composés organiques mono-aromatiques volatils qui ont des propriétés toxiques.

COHV (Composés organo-halogénés volatils) : Solvants organiques chlorés aliphatiques volatils qui ont des propriétés toxiques et sont ou ont été couramment utilisés dans l'industrie.

DREAL (Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement) : Cette structure régionale du ministère du Développement durable pilote les politiques de développement durable résultant notamment des engagements du Grenelle Environnement ainsi que celles du logement et de la ville.

Eluat : voir lixiviation

EQRS (Evaluation quantitative des risques sanitaires) : Il s'agit d'une estimation par le calcul (et donc théorique) des risques sanitaires auxquels sont exposées des cibles humaines.

ERI (Excès de risque individuel) : correspond à la probabilité que la cible a de développer l'effet associé à une substance cancérigène pendant sa vie du fait de l'exposition considérée. Il s'exprime sous la forme mathématique suivante 10^{-n} . Par exemple, un excès de risque individuel de 10^{-5} représente la probabilité supplémentaire, par rapport à une personne non exposée, de développer un cancer pour 100 000 personnes exposées pendant une vie entière.

ERU (Excès de risque unitaire) : correspond à la probabilité supplémentaire, par rapport à un sujet non exposé, qu'un individu contracte un cancer s'il est exposé pendant sa vie entière à une unité de dose de la substance cancérigène.

HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques) : Ces composés constitués d'hydrocarbures cycliques sont générés par la combustion de matières fossiles. Ils sont peu mobiles dans les sols.

HAM (Hydrocarbures aromatiques monocycliques) : Ces hydrocarbures constitués d'un seul cycle aromatiques sont très volatils, les BTEX* sont intégrés à cette famille de polluants..

HCT (Hydrocarbures Totaux) : Il s'agit généralement de carburants pétroliers dont la volatilité et la mobilité dans le milieu souterrain dépendent de leur masse moléculaire (plus ils sont lourds, c'est-à-dire plus la chaîne carbonée est longue, moins ils sont volatils et mobiles).

IEM (Interprétation de l'état des milieux) : au sens des textes ministériels du 8 février 2007, l'IEM est une étude réalisée pour évaluer la compatibilité entre l'état des milieux (susceptibles d'être pollués) et les usages effectivement constatés, programmés ou potentiels à préserver. L'IEM peut faire appel dans certains cas à une grille de calcul d'EQRS spécifique.

ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes) : Ces installations sont classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'enregistrement. Ce type d'installation permet l'élimination de déchets

industriels inertes par dépôt ou enfouissement sur ou dans la terre. Sont considérés comme déchets inertes ceux répondant aux critères de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux) : Ces installations sont classées pour la protection de l'environnement et sont soumises à autorisation préfectorale. Cette autorisation précise, entre autres, les capacités de stockage maximales et annuelles de l'installation, la durée de l'exploitation et les superficies de l'installation de la zone à exploiter et les prescriptions techniques requises.

ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux) : Ces installations sont classées pour la protection de l'environnement et sont soumises à autorisation préfectorale. Ce type d'installation permet l'élimination de déchets dangereux, qu'ils soient d'origine industrielle ou domestique, et les déchets issus des activités de soins.

Lixiviation : Opération consistant à soumettre une matrice (sol par exemple) à l'action d'un solvant (en général de l'eau). On appelle lixiviat la solution obtenue par lixiviation dans le milieu réel (ex : une décharge). La solution obtenue après lixiviation d'un matériau au laboratoire est appelée un éluat.

PCB (Polychlorobiphényles) : L'utilisation des PCB est interdite en France depuis 1975 (mais leur usage en système clos est toléré). On les rencontre essentiellement dans les isolants diélectriques, dans les transformateurs et condensateurs individuels. Ces composés sont peu volatils, peu solubles et peu mobiles.

Plan de Gestion : démarche définie par les textes ministériels du 8 février 2007 visant à définir les modalités de réhabilitation et d'aménagement d'un site pollué.

QD (Quotient de danger) : Rapport entre l'estimation d'une exposition (exprimée par une dose ou une concentration pour une période de temps spécifiée) et la VTR* de l'agent dangereux pour la voie et la durée d'exposition correspondantes. Le QD (sans unité) n'est pas une probabilité et concerne uniquement les effets à seuil.

VTR (Valeur toxicologique de référence) : Appellation générique regroupant tous les types d'indices toxicologiques qui permettent d'établir une relation entre une dose et un effet (toxique à seuil d'effet) ou entre une dose et une probabilité d'effet (toxique sans seuil d'effet). Les VTR sont établies par des instances internationales (l'OMS ou le CIPR, par exemple) ou des structures nationales (US-EPA et ATSDR aux Etats-Unis, RIVM aux Pays-Bas, Health Canada, ANSES en France, etc.).

VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : Valeur limite d'exposition correspondant à la valeur réglementaire de concentration dans l'air de l'atmosphère de travail à ne pas dépasser durant plus de 8 heures (VLEP 8H) ou 15 minutes (VLEP CT) ; la VLEP 8H peut être dépassée sur de courtes périodes à condition de ne pas dépasser la VLEP CT.